

L'annonce de la journée de grève intersyndicale du 4 octobre à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales doit être un point d'appui pour construire un mouvement reconductible.

Le 4 octobre, contre l'injustice sociale !



Les mauvais coups pleuvent !

Eté après été, les mauvais coups pleuvent contre le monde du travail. Le cru 2005 aura été particulièrement calamiteux : remise en cause du code du travail, dégradation du pouvoir d'achat, privatisations et remise en cause des services publics, licenciements "boursiers"...

Un pas de plus a été franchi dans la déréglementation du travail avec le "contrat nouvelle embauche" qui accroît encore la précarité dans les petites entreprises et pourrait, demain, servir de modèle à toutes.

Les privatisations de Gaz de France et des sociétés d'autoroutes vont entraîner des hausses de tarifs pour les particuliers.

Alors que les écarts de revenus n'ont jamais été aussi grands, c'est la progressivité de l'impôt sur le revenu qui est remise en cause, principe que les classes possédantes n'ont cessé de combattre depuis 80 ans.

Les baisses d'impôts annoncées vont profiter principalement à 10% des contribuables les plus fortunés et réduiront d'autant les ressources de l'Etat.

Concernant le pouvoir d'achat, le gouvernement conforte le MEDEF dans son refus d'ouvrir des négociations salariales dans l'ensemble des branches professionnelles.

Pourtant les pertes de pouvoir d'achat pour la majorité des salariés s'accroissent avec les hausses des tarifs de l'énergie et du prix des logements.

Un pouvoir pressé et autoritaire

Le Code du travail profondément remanié en plein été par ordonnance pour éviter tout débat en est la preuve.

Alors que depuis 2 ans, il a perdu toutes les échéances électorales nationales, le pouvoir accélère les mesures anti-sociales pour imposer la politique du fait accompli.

Il faut riposter

Le 10 mars dernier, c'est un million de salariés du privé comme du public qui manifestaient. Six mois plus tard et après un non massif au référendum sur l'Europe libérale, il s'agit de reprendre l'offensive sur nos revendications :

- Augmentation des salaires : + 250 Euros pour tous
- Maintien du Code du Travail et des statuts
- Défense et renforcement des services publics

D'autres initiatives sont en préparation : défense des services publics, contre la privatisation d'EDF, pour des budgets des établissements de santé et du social ...

Dès à présent, préparons dans l'unité la plus large le succès du 4 octobre et aussi les suites nécessaires pour mettre en échec les mesures anti-sociales du gouvernement Villepin-Sarkozy.

**Ils sont sourds et aveugles
le 4 octobre faisons nous entendre
et soyons encore plus nombreux en action.**

Un préavis de grève reconductible est déposé par la fédération Sud santé sociaux à partir du 4 octobre pour l'ensemble du secteur sanitaire et médico-social

Fédération Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
2 rue Henri Chevreau - 75020 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet : www.sud-sante.org

Paris, le 16 septembre
2005

Des moyens pour le sanitaire et le médico-social !



Asphyxie budgétaire organisée

La réforme de la dotation budgétaire des établissements de santé par la mise en place de la tarification à l'activité entraîne une réduction importante des moyens pour la plupart des établissements.

Par contre, cette réforme bénéficie principalement aux cliniques privées commerciales, qui en général sélectionnent leurs patients (revenus, âge) et privilégie le traitement de certaines pathologies particulièrement rentables.

Pour la Fédération hospitalière de France, (qui regroupe les responsables des hôpitaux publics) les 3/4 des établissements publics de santé sont dans "le rouge" début septembre, et il manquera 1,2 milliards d'euros en fin d'année. (ce qui équivaut toujours selon la FHF à supprimer 15000 emplois non médicaux).

La FEHAP (qui regroupe les établissements sanitaires et sociaux privés non commerciaux) et la FNCLCC (centres de lutte contre le cancer) annoncent des plans sociaux dans de nombreux établissements.

L'hôpital entreprise en marche

Cette réforme budgétaire est le principal volet du plan "Hôpital 2007".

Le regroupement des services par pôle d'activité et la mise en place d'un comité exécutif directorial (associant les principaux chefs de service médicaux à la gestion) sont les autres dispositions qui se mettent en place.

Les conséquences sont immédiates pour les personnels :

- non remplacement des départs par du personnel permanent
- augmentation des CDD et emplois précaires

res (contrats aidés)

- accélération des restructurations avec plans de suppressions d'emplois
- sous-traitance accrue des activités logistiques (ménage, gardiennage, restauration, stérilisation ...),
- blocage des salaires et déqualification des emplois (exemple des aides opératoires bénévoles dans les cliniques privées)

Sans parler de l'offre de soins pour la population qui tend à se réduire (fermeture des hôpitaux de proximité, surcharge des urgences, listes d'attente pour consulter et être opéré ...)



Si le 4 octobre doit être l'occasion pour les personnels de santé et du médico-social d'exprimer dans l'unité leurs revendications, pour Sud il faut préparer dès à présent les suites pour notre secteur.

Fédération Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
2 rue Henri Chevreau - 75020 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet : www.sud-sante.org

Paris,
le 16 septembre 2005

Cette orientation de notre congrès reprise par celui de la CGT nous engage dès à présent dans la préparation d'une action nationale pour exiger des budgets à la hauteur des besoins, dans l'unité la plus large.